Pacte : pression inacceptable, soutien nécessaire...

Lettre aux Ministres de l'Éducation Nationale et de la voie professionnelle
Lettre aux Recteurs
Lettres aux DASEN

Monsieur le Ministre de l'Éducation Nationale,
Madame la ministre déléguée en charge de l'enseignement et de la formation professionnelle,
Mesdames, Messieurs les Recteurs
Mesdames, messieurs les Inspecteurs d'Académie,

Le SNPDEN-UNSA souhaite directement et formellement attirer votre attention sur les conditions de mise en œuvre du Pacte et sur le contexte général de préparation de rentrée.

L'habitude désastreuse a été prise de faire des annonces publiques dans des calendriers pédagogiques et éducatifs intenables. L'habitude désastreuse a été prise de travailler sans texte officiel, avec des dossiers de presse, des foires aux questions et des diaporamas.
L'habitude désastreuse a été prise de mettre la pression sur les acteurs de terrain dont nous faisons partie sans tenir compte du contexte général et du climat social très dégradé.

Les personnels de direction sont actuellement réunis, souvent en visio, pour leur présenter les grandes lignes du Pacte.
Le SNPDEN-UNSA sait parfaitement que les représentants de l'Etat que nous représentons n'ont pas le choix de la mise en œuvre de ce dispositif mais tient ici à vous faire une alerte solennelle.
Nous ne sommes pas demandeurs de ce Pacte et nous ne le soutenons pas car nous savons qu'un dispositif mal né aura du mal à fonctionner et parce qu'il n'est pas possible pour nous de préparer une rentrée avec des moyens conditionnés. Les enseignants attendaient une augmentation non conditionnée, il faut gérer leur mécontentement légitime.

Comme le SNPDEN-UNSA l'a demandé lors du dernier GNPD et comme nos représentants locaux l'ont relayé, il nous faut du temps, de la confiance, du soutien, de la souplesse et de la bienveillance.
Il faut clarifier un certain nombre de points sans réponse à ce stade.
Beaucoup d'entre vous l'ont compris et envoient un message clair qui va dans ce sens. mais certains s'appuient sur ce pacte pour augmenter la pression en direction des personnels que nous représentons et parlent même d'objectifs chiffrés et de conséquences sur l'évaluation. C'est
inacceptable. On pourrait en parallèle évaluer les recteurs et les Dasen sur le nombre de postes restés vacants au 1er septembre ou dans l'année ou aux remplacements longs non assurés. On pourrait en parallèle évaluer les ministres, les recteurs et les Dasen sur le nombre d'heures de cours qu'ils font perdre aux élèves à travers la mise en œuvre de nouveaux dispositifs (SNU, épreuves avancées des examens…)
C'est évidemment un non sens.
Chaque équipe de direction va présenter le dispositif aux personnels et va récolter les volontariats et chacun fera au mieux.

Vous devrez accepter l'étalement des opérations qui enjamberont largement l'été. Vous devrez accepter les écarts entre vos intentions liées au remplacement de courte durée et la réalité car l'absence d'obligation réglementaire de la "brique RCD" entraînera une pression importante des équipes enseignantes pour faire autrement.
Vous devrez malheureusement accepter et nous aussi des écarts importants de mise en œuvre des nouveaux dispositifs qui ne s'appuient que sur le pacte. Nous regrettons vivement le fait que les annonces grand public vont parfois avoir du mal à se mettre en place, faute de volontaires. Nous pensons au soutien maths et français en 6ème, au dispositif devoirs faits avec des effectifs raisonnables, au développement des petits groupes en lycée professionnel…Des dispositifs obligatoires pour les élèves ne peuvent reposer sur du volontariat pour les enseignants
Ces annonces conditionnées mettent en difficultés les personnels de direction qui soutiennent de moins en moins les choix politiques opérés.

D’après le baromètre des métiers de l’UNSA Education, aujourd’hui seulement 14% des personnels de direction soutiennent ces choix (24% en 2022)

Nous souhaitons également dénoncer le format insécable du Pacte LP.
C’est pour nous un contresens absolu. Le principe des briques cumulables aurait dû être transposé au LP. On touche ici la limite de la gestion par différents ministères et différents cabinets. On touche ici la limite du manque de maîtrise du terrain au profit d’un coup politique qui n’a aucun sens pour nous et qui va limiter nos capacités de mise en œuvre. Comment dans un LPO des enseignants affectés dans un même établissement peuvent avoir des règles d’application du pacte différent ? Ce sont les élèves qui en feront les frais et c’est particulièrement navrant.
Dans tous les cas, le SNPDEN-UNSA a rapidement fait savoir, et vous l’avez compris, que le pacte allait représenter un surcroît de travail important. L’indemnité de 1000 euros bruts a été validée. Nous en demandions davantage mais nous l’avons identifiée comme une étape intermédiaire en attendant une revalorisation plus conséquente en 2024.
Nous y serons particulièrement attentifs.
Cette indemnité ne nous fera pas avaler toutes les couleuvres et imprécisions. Cette indemnité ne vaut pas soutien du pacte et ne nous rendra pas complices et responsables des manquements et absences de volontaires.

Enfin, nous vous alertons sur le fait que c’est la dernière fois que nous acceptons de travailler et d’avancer sans texte. La consigne de la rentrée 2023 sera la suivante : pas de texte officiel, pas de mise en œuvre.
Chacun fera au mieux, avec responsabilité.
Mais c’est notre responsabilité de vous alerter et de dénoncer la pression.

SOUTIEN et BIENVEILLANCE, rien d’autre ne sera acceptable.

Bruno BOBKIEWICZ
Secrétaire général du SNPDEN-UNSA